

COURS

Les territoires — Appropriation et conflits

1^{re}

Programme de première générale, enseignement de spécialité — BO spécial n°1 du 22 janvier 2019

On dit d'un fleuve ou d'une crête qu'ils forment une frontière « naturelle ». La formule est commode et fautive : c'est une décision politique qui a retenu ce fleuve plutôt qu'un autre, et rien dans le relief ne l'imposait. Le mot « naturelle » sert à faire passer pour évident ce qui a été choisi — et parfois arraché.

1 Ce qu'est une frontière

RÈGLE

Une **frontière** n'est jamais **naturelle** : c'est un **tracé politique**, décidé, contesté et parfois déplacé, même quand il suit un fleuve ou une crête. Le relief peut fournir un **repère** commode, il ne fournit jamais une **décision**. Qualifier une frontière de naturelle revient à masquer les acteurs qui l'ont tracée et les autres tracés qui étaient possibles — c'est un argument déguisé en description.

le relief donne un repère, jamais une décision

LE PIÈGE QUI COÛTE LE PLUS DE POINTS

Traiter le cyberspace comme un espace sans territoire, échappant par nature au contrôle des États. — Le **cyberspace** repose sur des infrastructures **physiques** — câbles sous-marins, centres de données, points d'échange — qui se trouvent quelque part, sur le territoire d'un État, soumises à son droit. Les États y exercent des compétences réelles : filtrage, obligations de stockage sur leur sol, réquisitions, coupures. L'image d'un espace **hors-sol** empêche de voir les rapports de force bien matériels qui s'y jouent.

Le réflexe : Devant un espace dit immatériel, chercher où sont les **câbles** et les **serveurs**.

PROPRIÉTÉ

Une **frontière** remplit plusieurs fonctions qui ne coïncident pas nécessairement. Elle **délimite** une souveraineté, **filtre** les circulations — différemment selon qu'il s'agit de personnes, de marchandises, de capitaux ou de données —, et elle **signifie** une identité. Une même ligne peut être ouverte aux marchandises et fermée aux personnes : décrire une frontière comme simplement « ouverte » ou « fermée » manque ce qui s'y joue.

2 Les conflits d'appropriation

PROPRIÉTÉ

Un **conflit territorial** oppose des **revendications concurrentes** sur un même espace. Ses ressorts se combinent : des ressources — eau, hydrocarbures, terres —, une position **stratégique**, une valeur **symbolique** ou religieuse, et des **révélations historiques** concurrents, chaque partie datant son droit d'une période qui lui est favorable. Analyser un tel conflit, c'est identifier ces ressorts, non décider lequel des récits est le bon.

Deux cas relèvent de cette structure : la **Palestine** et le Cachemire. Dans l'un comme dans l'autre, deux projets nationaux revendiquent un même espace, les lignes de démarcation sont issues d'événements qui n'ont pas abouti à un **statut définitif**, et des populations vivent sous un régime que ce statut non réglé laisse indéterminé. Une copie décrit les **termes** de chaque revendication, les **lignes** en présence et les **tentatives de règlement** ; elle n'arbitre pas entre les récits, ce qui n'est pas l'objet d'une analyse géopolitique.

3 Des espaces à statut particulier

PROPRIÉTÉ

En mer, les droits sont **séparés** par zones : la souveraineté s'exerce sur les eaux territoriales, tandis que la **ZEE** ne donne que des droits sur les **ressources**, la navigation y demeurant libre. C'est cette séparation qui explique la nature des différends maritimes : ils portent le plus souvent sur la **délimitation** et sur la **ressource**, non sur le passage.

L'**Arctique** illustre un déplacement rapide des enjeux : le recul de la banquise y ouvre des routes et rend accessibles des ressources, ce qui transforme un espace longtemps sans enjeu pratique en espace à **délimiter**. Les règles n'ont pas changé — ce sont les **usages** qui rendent soudain utile de les appliquer. L'espace extra-atmosphérique relève d'un régime distinct, fondé sur des traités qui interdisent l'appropriation nationale, et que les activités privées récentes soumettent à de nouvelles questions.

ANALYSER UN CONFLIT D'APPROPRIATION TERRITORIALE

- ① Délimiter l'espace en cause et identifier les **acteurs** qui le revendiquent — États, groupes, populations résidentes.
- ② Exposer les **termes** de chaque revendication : sur quoi chacune se fonde-t-elle, et à partir de quelle date ?
- ③ Repérer les **ressorts** matériels : ressources, position stratégique, voies de passage.
Un ressort symbolique et un ressort matériel se superposent souvent sur le même espace.
- ④ Identifier le **statut juridique** en vigueur, et ce qui est **contesté** — la ligne, la ressource, ou la compétence ?
- ⑤ Conclure sur les **tentatives de règlement** et ce qui les a fait échouer, sans arbitrer entre les récits.

À VÉRIFIER

- Ai-je évité de qualifier une **frontière** de **naturelle** ?
- Ai-je dit **qui** a tracé la ligne, et quand ?
- Ai-je distingué les **fonctions** d'une frontière — délimiter, filtrer, signifier ?
- Ai-je situé les infrastructures **physiques** du **cyberespace** ?
- Ai-je exposé les **termes** de chaque revendication sans arbitrer ?
- Ai-je distingué ce qui est contesté : la **ligne**, la **ressource**, ou la compétence ?

À RETENIR

- Une **frontière** n'est jamais **naturelle** : c'est un **tracé politique**.
- Le relief fournit un **repère**, jamais une **décision**.
- Le mot « naturelle » **naturalise** un choix : c'est un argument déguisé en description.
- Trois fonctions : **délimiter**, **filtrer**, **signifier** — elles ne coïncident pas.
- Une ligne peut être ouverte aux marchandises et fermée aux personnes.
- Un **conflit territorial** combine ressources, position, symbolique et **récits** concurrents.
- Chaque partie **date** son droit d'une période qui lui est favorable.
- Une copie expose les **termes** des revendications, elle n'**arbitre** pas les récits.
- En mer, les droits sont **séparés** : la **ZEE** donne la ressource, pas le passage.
- **Arctique** : les usages changent, pas les règles.
- Le **cyberespace** repose sur des **câbles** et des **serveurs** situés quelque part.
- **Palestine** et Cachemire : deux projets nationaux, un même espace, un statut non réglé.